



**PRÉFET
DE L'AUDE**

Liberté

Égalité

Fraternité

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 08 - JUILLET 2022**

PUBLIÉ LE 08 JUILLET 2022

DDTM

-SEMA

SOMMAIRE

DDTM SEMA

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2022-0042 du 8 juillet 2022 portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées à l'état de la sécheresse



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer**

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2022-0042
portant mise en place de mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées
à l'état de la sécheresse**

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.211-8, L.214-1 et 6 L.215-7, L.215-10 et R.211-66 à 70 ;

VU le décret n° 2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de Mr BONNIER Thierry, préfet de l'Aude ;

VU le décret 2006-1526 du 4 décembre 2006 relatif à diverses mesures en matière vitivinicole ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

VU l'arrêté-cadre n° DDTM-SEMA-2021-0067 du 19 juillet 2021 portant définition d'un plan d'action sécheresse dans le département de l'Aude ;

VU l'arrêté-cadre n° DDTM/SER/2018150-0002 fixant en période de sécheresse le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté cadre n° DDTM34-2018-06-09577 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Hérault ;

VU l'arrêté-cadre inter-préfectoral du 04 juillet 2017 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin de la Garonne ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental fixant un plan d'action en cas de sécheresse pour les Bassins de l'Ariège, l'Hers Vif et leurs affluents (sauf la Lèze et la Vixiège) du 18 octobre 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral portant définition des zones de répartition des eaux pour le département de l'Ariège en date du 19 juillet 1994 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-11-1321 portant définition des zones de répartition des eaux pour le bassin versant de l'Aude médiane en date du 20 juin 2010;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2016-0042 portant définition des zones de répartition des eaux pour le bassin versant de l'Aude aval et affluent en date du 9 juin 2016 ;

VU la circulaire du 15 mars 2005 relative au guide méthodologique pour la prise des mesures exceptionnelles pour les prélèvements d'eau en période de sécheresse ;

VU la circulaire du 04 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse ;

VU la circulaire du 07 juillet 2005 relative à la gestion des risques sanitaires liés aux eaux destinées à la consommation humaine, et aux eaux de baignade, en période de sécheresse susceptible de conduire à des limitations des usages de l'eau ;

VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SER/2022166-0001 du 15 juin 2021 portant mise en place de mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau liées à l'état de la ressource superficielle et des nappes souterraines dans le département des Pyrénées Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2022 portant restriction des prélèvements dans le département de la Haute-Garonne ;

VU l'absence de remarque des membres du comité de gestion de l'eau de l'Aude sollicités en séance le 30 juin 2022 et la situation hydrologique observée;

CONSIDÉRANT les valeurs de débits relevés aux diverses stations de référence du département de l'Aude et le dépassement des seuils définis dans l'arrêté cadre départemental du 19 juillet 2021 sur un certain nombre de zones de gestion de ce bassin ;

CONSIDÉRANT que l'équité de traitement des usagers par coordination interdépartementale doit être respectée sur tout le territoire couvert par le présent arrêté, notamment en ce qui concerne les ressources superficielles et souterraines ainsi que les ouvrages (canaux, canalisations) situés également dans un département limitrophe.

CONSIDÉRANT que des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau sont nécessaires pour la préservation de la santé, de l'alimentation en eau potable, de la sécurité et salubrité publiques et la protection des milieux aquatiques naturels et de la ressource en eau ;

SUR proposition de monsieur le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté définit les mesures de restrictions provisoires des usages de l'eau liées à l'état de sécheresse dans le département de l'Aude.

ARTICLE 2 : SECTEURS CONCERNÉS PAR DES MESURES DE GESTION

Au regard de la situation des zones de gestion audoises et au vu des mesures déjà mises en place dans les départements limitrophes sur les secteurs qu'ils partagent avec l'Aude, sont définis les niveaux suivants :

| Zone de gestion audoises | Niveau défini |
|---|-------------------------|
| Axe réalimenté de l'Aude amont | Vigilance |
| Axe réalimenté de l'Aude médiane et aval et canal du Midi y compris ses annexes (canal de jonction, canal de la Robine) | Vigilance |
| Secteur Aude amont (hors axe réalimenté) | Alerte |
| Secteur Aude aval, Berre et Rieu (hors axe réalimenté) | Vigilance |
| Bassin versant du Fresquel | Vigilance |
| Secteur Orbiel et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur | Vigilance |
| Secteur Argent-Double et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur | Vigilance |
| Secteur Orbieu et affluents rive droite de l'Aude sur ce secteur | Vigilance |
| Secteur Cesse et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur | Vigilance |
| Zone de gestion sous pilotage de l'Hérault | Niveau défini |
| Secteur de la nappe Astienne | Vigilance |
| Secteur du système Orb réalimenté | Vigilance |
| Zone de gestion sous pilotage des Pyrénées-Orientales | Niveau défini |
| Secteur de la nappe plio-quadernaire du Roussillon | Alerte |
| Bassin versant de l'Agly | Vigilance |
| Zone de gestion sous pilotage de l'Ariège | Niveau défini |
| Bassin versant de l'Hers Vif y compris Vixiège | Vigilance |
| Zone de gestion sous pilotage de la Haute-Garonne | Niveau défini |
| Bassin versant de l'Hers Mort | Alerte Renforcée |
| Zone de gestion sous pilotage du Tarn | Niveau défini |
| Bassin versant du Sor | Vigilance |
| Bassin versant du Thoré | Vigilance |

Ces zones de gestion incluent les bassins et cours d'eau désignés, leurs affluents et sous affluents, ainsi que leurs nappes d'accompagnement.

Les zones d'alerte et les niveaux mis en place sont représentés sur la carte en annexe 1.

ARTICLE 3 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU DE VIGILANCE

Sur le territoire des communes listées en annexe 2 pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau de vigilance, les mesures suivantes s'appliquent.

Il est demandé :

- à tout utilisateur d'eau, d'optimiser ses consommations et de les réduire au strict nécessaire, qu'elles soient destinées à un usage privé ou professionnel ;
- aux exploitants des stations d'épuration, d'effectuer une surveillance accrue de leurs installations ;
- aux maires et aux compagnies fermières gérant la distribution de l'eau potable, de réaliser une surveillance accrue de leur ressource en eau et du marnage de leur réservoir ;
- aux activités industrielles, agricoles et commerciales, de limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau ;
- aux irrigants, d'éviter au maximum les prélèvements pendant la période de 10 heures à 18 heures.

Il est rappelé aux bénéficiaires de droits de prélèvement en cours d'eau, l'obligation de respecter les débits réservés réglementaires.

Enfin il est recommandé à l'ensemble des collectivités publiques concernées, d'être exemplaires dans leur consommation, et de relayer par tout moyen de communication appropriée, les objectifs d'économie d'eau poursuivis. Toute difficulté rencontrée devra faire l'objet d'une information à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

ARTICLE 4 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU D'ALERTE

Par cohérence interdépartementale s'agissant des ressources citées à l'article 2 (Secteur Aude amont et Nappes plio-quaternaire du Roussillon), et pour le territoire des communes listées en annexe 3 placées en niveau d'alerte, les différentes mesures qui s'appliquent sont définies aux paragraphes ci-dessous.

Les usages visés sont ceux exclusivement concernés par les ressources mises en alerte.

4.1 Mesures applicables à la zone « Nappes plio-quaternaire du Roussillon.

4.1.1 Mesures générales de limitations des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

Sont interdits :

- Le prélèvement de l'eau pour le remplissage des piscines privées à usage unifamilial, exception faite de la première mise en eau après construction du bassin. Cela ne concerne pas les appoints en eau nécessaires au cours de la saison quelle que soit la ressource mobilisée ;
- Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel ;
- Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires, véhicules de secours et de pompiers) ou technique (bétonnière ...) et pour les organes liés à la sécurité ;
- Le fonctionnement des fontaines publiques en circuit ouvert ;
- Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux ;
- Le lavage des voiries sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques ;
- Le lavage des bateaux, hors professionnels lors de travaux sur zones de carénage ;
- L'arrosage des pelouses, des rond-points, des espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des golfs, stades et espaces sportifs de toute nature de 08 h à 20 h. Ne sont pas concernés : les plantes en pots, les « greens et départs » de golfs, les travaux de génie végétal et de plantation de berges de cours d'eau de moins de trois ans réalisés par des établissements publics gestionnaire de rivière ;

Sont interdits :

dispositions particulières pour les cours d'eau :

- les prélèvements pour un usage domestique effectués directement dans les cours d'eau à l'exception de ceux effectués pour l'abreuvement des animaux ;
- les travaux dans le lit de cours d'eau destinés à améliorer les prises d'eau ou à constituer un barrage ou une réserve d'eau. Toutefois, les travaux de réfection d'aménagements de prise d'eau d'irrigation de type « merlons en graviers », endommagés en cours de saison d'irrigation par un « coup d'eau », pourront être autorisés après validation par le service en charge de la police de l'eau ;
- l'éclusement ou la manœuvre des vannes d'ouvrages hydrauliques tels que moulins, étangs, micro-centrales, biefs, mares et retenues au fil de l'eau, dans la mesure où celles-ci aggraveraient le niveau de prélèvement sur les cours d'eau. Des dérogations à cette interdiction pourront être délivrées sur demande dûment motivée et si elles sont rendues nécessaires pour le non-dépassement de la cote légale de la retenue, la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont ;
- la vidange de plans d'eau de toute nature dans les cours d'eau.

Usages réglementés :

- Sous couvert du respect des dispositions des règlements d'eau, toute centrale hydroélectrique, moulin, barrage ou aménagement autre que ceux destinés à l'irrigation agricole et faisant obstacle au libre écoulement des eaux sont tenus de restituer à l'aval des ouvrages la totalité du débit amont.
- Les tests de poteau incendie sont à reporter dans la mesure du possible mais restent autorisés en cas de nécessité après information du service en charge de la police de l'eau.
- Le remplissage des piscines à usage collectif nécessitant des vidanges et des renouvellements d'eau réguliers liés à des contraintes imposées par l'ARS. Ces remplissages doivent se limiter strictement aux quantités imposées. Les pataugeoires sont exemptées.
- Les purges de réseau ou le lavage des réservoirs d'alimentation en eau potable sont limités au strict nécessaire.
- Les douches de plage doivent être équipées d'un compteur et afficher les informations relatives au présent arrêté.
- Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée par le maître d'ouvrage.
- Les gestionnaires d'installations signalent préalablement au service police de l'eau les interventions susceptibles de générer un rejet dépassant les normes autorisées, notamment les opérations de maintenance sur les organes de traitement ou les opérations d'entretien de réseaux (curages ...).
- Les travaux nécessitant le délestage direct dans le milieu récepteur sont soumis à autorisation préalable du service police de l'eau et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.
- La vidange des piscines reste autorisée sur justification sanitaire ; le rejet doit impérativement faire l'objet d'une neutralisation préalable du chlore et du pH afin de respecter les dispositions du décret du 19 décembre 1991.

4.1.2 Mesures de limitations des usages de l'eau concernant les usages industriels :

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux sont soumis aux mesures de limitation ou d'interdiction générales listées ci-avant (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, nettoyage des voiries...) pour les usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au process industriel ou ne sont pas indispensables à l'activité de l'installation.

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, importants consommateurs d'eau, sont tenus de faire connaître, la semaine suivant la publication d'un arrêté de restriction d'usage de l'eau, leurs besoins prioritaires et indispensables pour leur fonctionnement, au service en charge de la police de l'eau, et à l'inspecteur des installations classées compétent s'il y a lieu, pour validation.

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, importants consommateurs d'eau, sont tenus de faire connaître, tous les 7 jours au service en charge de la police de l'eau, le relevé des volumes totaux journaliers consommés sur la semaine. Un bilan de ces consommations d'eau sera fait en fin de saison avec les services concernés.

Les industries et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) disposant dans leurs arrêtés préfectoraux de modalités de limitation de leurs prélèvements d'eau devront respecter les mesures de restriction conformément à leur plan d'économie.

Ces mesures ne concernent en aucun cas les abreuvements d'animaux et les usages soumis à des règles d'hygiène au niveau des élevages.

En l'absence de mesures de restriction d'eau en période de sécheresse stipulées dans leurs arrêtés préfectoraux, les industries et ICPE devront limiter leur consommation au strict nécessaire à la production. Un registre de prélèvement devra être rempli de manière hebdomadaire.

Les entreprises soumises par l'Inspection des Installations Classées à la fourniture d'informations complémentaires au titre de la mise en application du plan d'action national sécheresse doivent mettre en œuvre les mesures prévues dans leur plan d'économie de limitation de leurs prélèvements et de consommation, de renforcement des contrôles de qualité de leurs rejets dans les eaux superficielles et souterraines, et de surveillance de l'impact de ceux-ci sur le milieu récepteur afin d'éviter les pollutions.

4.1.3 Mesure de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole :

Pour le mode d'irrigation gravitaire, les prélèvements sont réduits de 25 %. Cette réduction se traduit :

- soit par une interdiction de prélever un jour sur quatre selon les modalités suivantes : la journée commence à 8 h 00 et finit le lendemain à 8 h 00. Le calendrier des jours autorisés et interdits figure en annexe 5 Les communes du département de l'Aude correspondent au secteur 2.
- soit par la réduction volumétrique à hauteur de 25 % (calculée sur la moyenne mensuelle des prélèvements des 3 à 5 dernières années sans restriction) pour les prélèvements autorisés et dont la consommation peut être justifiée à l'aide d'un dispositif de comptage et d'un registre.

Cette mesure de limitation ne s'applique pas aux cultures en godets et semis (jeunes plants) et aux modes d'irrigation suivants : sous-pression, micro-aspersion et goutte-à-goutte.

Les organisations collectives sont soumises aux mesures de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole quel que soit l'usage final effectif de l'eau (jardins potagers, jardins d'agrément...).

Pour les eaux superficielles, les organisations collectives peuvent soumettre à la validation du service chargé de la police de l'eau un règlement d'arrosage ou « tours d'eau » établi selon l'annexe 6 du présent arrêté et produisant globalement pour le périmètre d'application de ce règlement une économie volumétrique de 25 %. Une fois le règlement d'arrosage validé, les seuils de restriction sont affichés au niveau des prises d'eau concernées. Les dispositions du règlement sont mises en œuvre sans délai et se substituent aux restrictions prévues dans le présent chapitre.

4.2 Mesures applicables à la zone Secteur Aude amont.

4.2.1 Mesures générales de limitations des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

Sont interdits :

- Le prélèvement de l'eau pour le remplissage des piscines privées à usage unifamilial, exception faite de la première mise en eau après construction du bassin. Cela ne concerne pas les appoints en eau nécessaires au cours de la saison quelle que soit la ressource mobilisée ;
- Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel ;
- Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires, véhicules de secours et de pompiers) ou technique (bétonnière ...) et pour les organes liés à la sécurité ;
- Le fonctionnement des fontaines publiques en circuit ouvert ;
- Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux ;
- Le lavage des voiries sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques ;
- Le lavage des bateaux, hors professionnels lors de travaux sur zones de carénage ;
- L'arrosage des pelouses, des rond-points, des espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des golfs, stades et espaces sportifs de toute nature de 08 h à 20 h. Ne sont pas concernés : les plantes en pots, les « greens et départs » de golfs, les travaux de génie végétal et de plantation de berges de cours d'eau de moins de trois ans réalisés par des établissements publics gestionnaire de rivière ;

Sont interdits :

dispositions particulières pour les cours d'eau :

- les prélèvements pour un usage domestique effectués directement dans les cours d'eau à l'exception de ceux effectués pour l'abreuvement des animaux ;
- les travaux dans le lit de cours d'eau destinés à améliorer les prises d'eau ou à constituer un barrage ou une réserve d'eau. Toutefois, les travaux de réfection d'aménagements de prise d'eau d'irrigation de type « merlons en graviers », endommagés en cours de saison d'irrigation par un « coup d'eau », pourront être autorisés après validation par le service en charge de la police de l'eau ;
- l'éclusement ou la manœuvre des vannes d'ouvrages hydrauliques tels que moulins, étangs, micro-centrales, biefs, mares et retenues au fil de l'eau, dans la mesure où celles-ci aggraveraient le niveau de prélèvement sur les cours d'eau. Des dérogations à cette interdiction pourront être délivrées sur demande dûment motivée et si elles sont rendues nécessaires pour le non-dépassement de la cote légale de la retenue, la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont ;
- la vidange de plans d'eau de toute nature dans les cours d'eau.

4.2.2 Mesure de limitation par usages

| Usages | Mesures d'ALERTE |
|-------------------------------------|---|
| Usages de l'eau domestique | <ul style="list-style-type: none">• L'arrosage des pelouses, des espaces sportifs, espaces verts publics et privés, jardins d'agrément est interdit de 8 heures à 20 heures (les jardins potagers ne sont pas concernés). Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.• Le lavage des voitures est interdit hors des installations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaires, alimentaires ou techniques) et pour les organismes liés à la sécurité publique.• Le remplissage des piscines est interdit ; toutefois le premier remplissage des piscines nouvellement construites et la remise à niveau des piscines existantes sont autorisés entre 20 heures à 8 heures.• Le lavage à l'eau des voiries est interdit, sauf impératifs sanitaires et à l'exception des lavages effectués par des balayeuses laveuses automatiques.• Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux est interdit.• L'alimentation en eau de plans d'eau et des canaux d'agrément, en particulier ceux desservant les anciens moulins, est interdite. Une attention particulière sera portée à ces opérations afin de ne pas porter préjudice à la faune piscicole lors de la fermeture de ces canaux.• Les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être arrêtées. |
| Usages de loisir | <ul style="list-style-type: none">• L'arrosage des golfs est interdit de 8 heures à 20 heures. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.• Les sports de loisirs nécessitant de marcher dans l'eau (canyoning et ruisseling,...) et l'orpaillage sont interdits dans les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole.• Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 25 %. |
| Usages industriels | <ul style="list-style-type: none">• Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.• Le fonctionnement par écluses des centrales hydroélectriques autorisables (par opposition aux concessions) est interdit.• Les ICPE devront respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation. |
| Stations d'épuration des eaux usées | <ul style="list-style-type: none">• Les gestionnaires d'installations demandent l'autorisation préalable, aux services de police des eaux, de réaliser des interventions susceptibles de générer un rejet dépassant les normes autorisées, notamment les opérations portant sur les organes de traitement ou les opérations d'entretien des réseaux (curages...). |

ARTICLE 5 : MESURES CORRESPONDANT AU NIVEAU D'ALERTE RENFORCÉE

Sur le territoire des communes listées en annexe 4 et pour les ressources citées à l'article 2 qui sont placées en niveau d'alerte renforcée, les différentes mesures qui s'appliquent sont définies au paragraphe :

5.2 pour tous les usages non agricoles,

5.3 pour les usages agricoles.

Les usages visés sont ceux exclusivement concernés par les ressources mises en alerte renforcée.

5.1 Mesures générales de limitations des usages de l'eau à partir des réseaux d'eau potable ou prélèvement dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement ou dans les nappes souterraines :

Sont interdits :

dispositions particulières pour les cours d'eau :

- les prélèvements pour un usage domestique effectués directement dans les cours d'eau à l'exception de ceux effectués pour l'abreuvement des animaux ;
- les travaux dans le lit de cours d'eau destinés à améliorer les prises d'eau ou à constituer un barrage ou une réserve d'eau. Toutefois, les travaux de réfection d'aménagements de prise d'eau d'irrigation de type « merlons en graviers », endommagés en cours de saison d'irrigation par un « coup d'eau », pourront être autorisés après validation par le service en charge de la police de l'eau ;
- l'éclusement ou la manœuvre des vannes d'ouvrages hydrauliques tels que moulins, étangs, micro-centrales, biefs, mares et retenues au fil de l'eau, dans la mesure où celles-ci aggraveraient le niveau de prélèvement sur les cours d'eau. Des dérogations à cette interdiction pourront être délivrées sur demande dûment motivée et si elles sont rendues nécessaires pour le non-dépassement de la cote légale de la retenue, la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont ;
- la vidange de plans d'eau de toute nature dans les cours d'eau.

5.2 – Mesures mises en place pour tous usages non agricoles

| Usages | Mesures d'ALERTE RENFORCEE |
|-------------------------------------|---|
| Usages de l'eau domestique | <ul style="list-style-type: none"> • L'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés et jardins d'agrément est interdit. Pour les secteurs compensés, l'arrosage est interdit de 8 heures à 20 heures. • L'arrosage des espaces sportifs de toute nature est interdit à l'exception d'une nuit par semaine, dès lors que la demande en sera préalablement formulée auprès du service de police de l'eau. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. • L'arrosage des jardins potagers est interdit de 8 heures à 20 heures. Pour les secteurs compensés, cet usage est interdit de 11 heures à 18 heures. • Le lavage des voitures est interdit hors des installations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaires, alimentaires ou techniques) et pour les organismes liés à la sécurité publique. • Le remplissage des piscines privées à usage familial est interdit ; • Le lavage à l'eau des voiries est interdit, sauf impératifs sanitaires et à l'exception des lavages effectués par des balayeuses laveuses automatiques. • Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux est interdit. • L'alimentation en eau de plans d'eau et des canaux d'agrément, en particulier ceux desservant les anciens moulins, est interdite. Une attention particulière sera portée à ces opérations afin de ne pas porter préjudice à la faune piscicole lors de la fermeture de ces canaux. • Les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être arrêtées. |
| Usages de loisir | <ul style="list-style-type: none"> • L'arrosage des golfs est interdit sauf les greens et départs (un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement). • Les sports de loisirs nécessitant de marcher dans l'eau (canyoning randonnées aqua-ludiques,...) sont interdits dans les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole. • L'orpaillage est interdit dans les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole. • Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel est interdit. La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau. • Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 50 %. • Le remplissage des piscines à usage collectif est autorisé ainsi que les vidanges et le renouvellement d'eau régulier nécessaires ou liés à des contraintes ARS. |
| Usages industriels | <ul style="list-style-type: none"> • Sauf mentions spécifiques dans les arrêtés les concernant, les activités industrielles et commerciales devront réduire leur volume de prélèvement de 50% (le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement) • Le fonctionnement par éclusées des centrales hydroélectriques autorisables (par opposition aux concessions) est interdit. • Les ICPE devront respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation. |
| Stations d'épuration des eaux usées | <ul style="list-style-type: none"> • Les gestionnaires d'installations demandent l'autorisation préalable, aux services de police des eaux, de réaliser des interventions susceptibles de générer un rejet dépassant les normes autorisées, notamment les opérations portant sur les organes de traitement ou les opérations d'entretien des réseaux (curages...). |

5.3 – Mesures mises en place pour tous usages agricoles

Les prélèvements agricoles non compensés sont réduits de 50 %. La réduction de 50 % des prélèvements se traduit :

- soit par une interdiction de prélever 3,5 jours par semaine selon les modalités suivantes : la journée commence à 08 h 00 et finit le lendemain à 08 h 00.

Les 3 journées interdites sont les lundi, mercredi et vendredi.

La demi-journée interdite est le dimanche de 08h à 20h.

Les 3 journées autorisées sont les mardi, jeudi et samedi

La demi-journée autorisée est le dimanche de 20h à jeudi 08h.

- soit par une réduction volumétrique ou débit-métrique à hauteur de 50 % (calculés sur la moyenne mensuelle des prélèvements des 3 à 5 dernières années sans restriction) pour les prélèvements autorisés et dont la consommation peut être justifiée à l'aide d'un dispositif de comptage.

Pour les eaux superficielles, les organisations collectives peuvent soumettre à la validation du service chargé de la police de l'eau un règlement d'arrosage ou "tours d'eau" établi selon celui défini dans l'arrêté cadre sécheresse et produisant globalement pour le périmètre d'application de ce règlement une économie volumétrique de 50 %.

Une fois le règlement validé, les seuils de restriction sont affichés au niveau des prises d'eau concernées. Les dispositions du règlement sont mises en œuvre sans délai et se substituent aux restrictions prévues dans le présent chapitre.

ARTICLE 6 : DÉROGATIONS

Les prélèvements réalisés dans une retenue d'irrigation alimentée en dehors de la période d'étiage et ne présentant pas de communication avec la nappe d'accompagnement de la ressource (dite retenue collinaire) ne sont pas concernés par les mesures définies dans cet arrêté.

Sauf exception, ces mesures ne s'appliquent pas aux usages, qui par une contractualisation avec un gestionnaire d'ouvrage, bénéficient d'une compensation intégrale de leur prélèvement par des lâchers d'eau depuis un barrage.

Les prélèvements d'eau destinés à l'adduction d'eau potable, la lutte contre l'incendie et l'abreuvement des animaux ne sont pas soumis à ces mesures.

ARTICLE 7 : CONTRÔLES

Les agents mentionnés à l'article L.172-4 du code de l'environnement recherchent et constatent les infractions au présent arrêté en quelque lieu qu'elles soient commises, dans les limites fixées par l'article L.172-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : PÉRIODE DE VALIDITÉ

Le présent arrêté prend effet immédiatement et est applicable au plus tard jusqu'au 31 octobre 2022. En fonction des données de débits et d'une projection d'évolution favorable, la levée des mesures de restriction des prélèvements pourra être envisagée à une date différente par les cellules de crise sécheresse concernées.

ARTICLE 9 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de quatre mois par les tiers, à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois auprès de l'auteur de la décision. Le silence de l'administration vaut rejet implicite de cette demande au terme d'un délai de deux mois.

ARTICLE 10 : SANCTIONS

9.1 - Sanctions administratives :

En application des articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, le non-respect des prescriptions du présent arrêté peut être puni administrativement d'une amende au plus égale à 15 000 € et d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

9.2 - Sanctions pénales :

En cas de poursuites pénales, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 € pour les personnes physiques et de 7 500 € pour les personnes morales.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté est adressé aux communes concernées pour affichage en mairie pendant une durée minimale de quatre mois et mise à disposition du public, dans chaque mairie, au-delà de la durée d'affichage.

Un certificat d'affichage constatant l'accomplissement de cette formalité prévue par l'article R211-70 du code de l'environnement devra être adressé par ces communes, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

Il est mis en ligne sur le site Internet départemental de l'État www.aude.gouv.fr pendant une durée minimum de quatre mois et il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

ARTICLE 12 : AUTRES MESURES POSSIBLES

Les collectivités locales peuvent à tout moment prendre par arrêté municipal des mesures de restriction plus contraignantes et adaptées à une situation localisée en fonction des ressources en eau de leur territoire, en application du code général des collectivités territoriales (article L.2212-2 du CGCT) sur le fondement de la salubrité et de la sécurité. Ces arrêtés sont envoyés pour information à la Préfecture, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi qu'à l'Agence Régionale de Santé.

ARTICLE 13 : EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, monsieur le sous-préfet de Narbonne, monsieur le sous-préfet de Limoux, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Aude, le directeur de l'Agence Régionale de Santé, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur territorial sud-ouest de Voies Navigables de France, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de l'Aude, les maires des communes dont la liste figure en annexe au présent arrêté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Une copie du présent arrêté sera adressée au Directeur de l'Eau et de la Biodiversité, au Préfet de la région Rhône-Alpes, coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, aux Préfets des départements limitrophes (Hérault, Pyrénées-Orientales, Ariège, Tarn et Haute-Garonne).

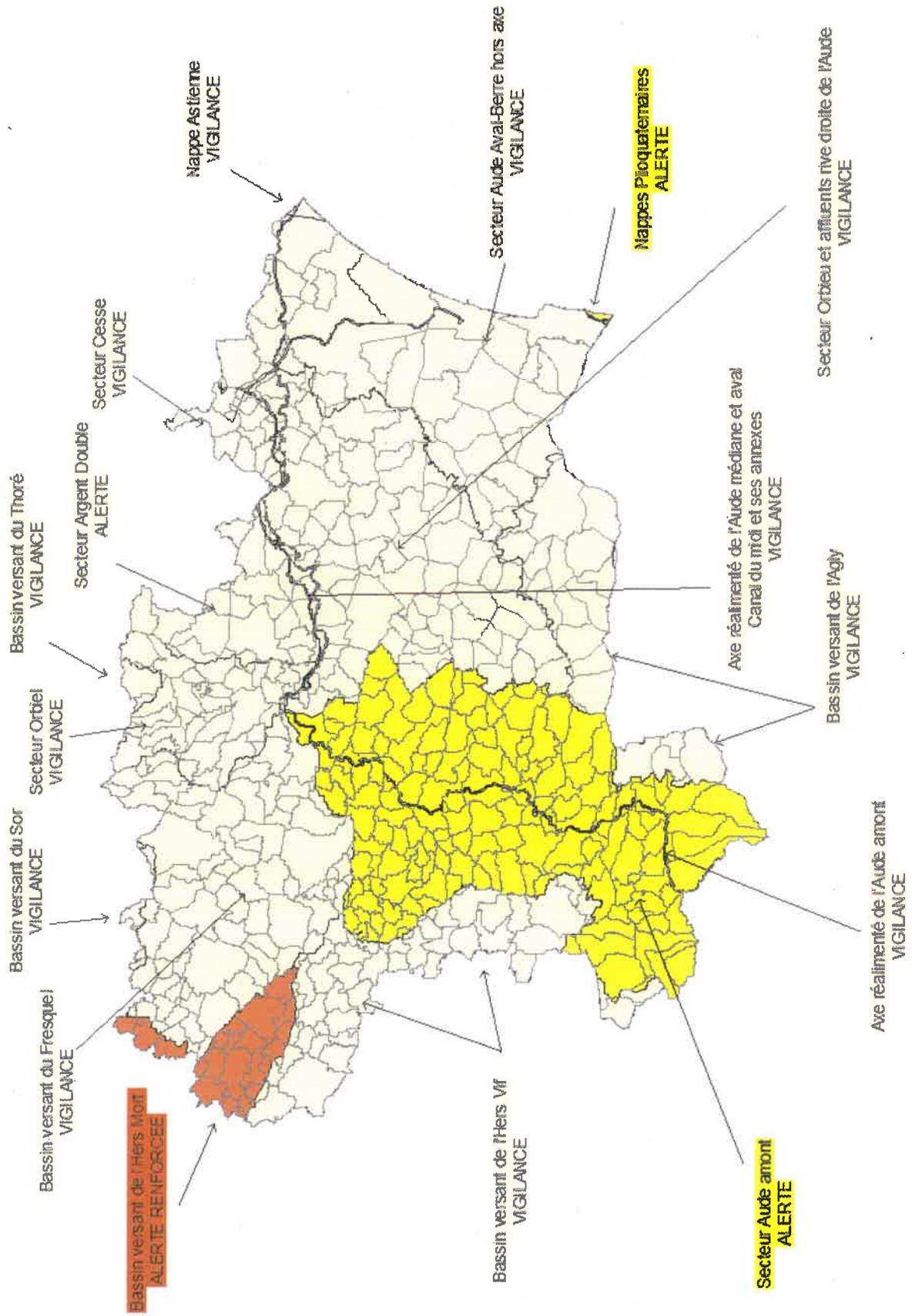
Carcassonne, le 08 JUIL. 2022

Le Préfet,



Thierry BONNIER

ANNEXE 1



ANNEXE 2 :
liste des communes situées dans un secteur en vigilance

| Secteur Argent Double et affluents de l'Aude | | |
|---|--|---|
| Aigues Vives Argens Minervois Azille Badens Bagnoles Blomac Cabrespine Caunes Minervois Citou | Homps La Redorte Laure Minervois Lespinassière Marseillette Pépieux Peyriac Minervois Puichéric | Rieux Minervois Rustiques Saint Frichoux Trausse Trèbes Villarzel Cabardès Villeneuve Minervois |

| Secteur Aude aval | | |
|--|---|---|
| Albas Argeliers Armissan Bages Bizanet Bize Minervois Cascastel des Corbières Caves Coursan Cuxac d'Aude Durban des Corbières Embres et Castelmaure Feuilla Fitou Fleury | Fontjoncouse Fraise des Corbières Ginestas Gruissan La Palme Mirepeisset Montredon des Corbières Moussan Narbonne Névian Ouveillan Peyriac de Mer Port La Nouvelle Portel des Corbières Quintillan | Roquefort des Corbières Saint André de Roquelongue Saint Jean de Barrou Saint Marcel d'Aude Sallèles d'Aude Salles d'Aude Sigean Talairan Thézan des Corbières Treilles Villeneuve les Corbières Villesèque des Corbières Vinassan Leucate |

| Secteur Cesse et affluents de l'Aude | | |
|---|---|---|
| Argens Minervois Bize Minervois Ginestas Mailhac | Marcorignan Mirepeisset Paraza Pouzols Minervois Roubia | Saint Marcel Saint Nazaire Sainte Valière Sallèles d'Aude Ventenac en Minervois |

Secteur Fresquel

| | | |
|----------------------|----------------------|--------------------------|
| Airoux | La Force | Pezens |
| Alairac | La Pomarède | Puginier |
| Alzonne | Labastide d'Anjou | Raissac sur Lampy |
| Aragon | Labécède Lauragais | Ricaud |
| Arzens | Lacombe | Saint Denis |
| Baraigne | Laprade | Saint Martin Lalande |
| Bram | Lasbordes | Saint Martin le Vieil |
| Brézilhac | Lasserre de Prouilhe | Saint Papoul |
| Brousses et Villaret | Laurabuc | Saint Paullet |
| Cailhau | Laurac | Sainte Eulalie |
| Cailhavel | Lavalette | Saissac |
| Carcassonne | Les Brunels | Souilhanel |
| Carlipa | Les Cassés | Souilhe |
| Castelnaudary | Les Martys | Soupex |
| Caudebronde | Mas Saintes Puelles | Tréville |
| Caux et Sauzens | Mireval Lauragais | Ventenac Cabardès |
| Cenne Monestiés | Montferrand | Verdun en Lauragais |
| Cuxac Cabardès | Montmaur | Villasavary |
| Fanjeaux | Montolieu | Villemagne |
| Fendeille | Montréal | Villemoustaussou |
| Ferran | Moussoulens | Villeneuve la Comptal |
| Fontiers Cabardès | Pennautier | Villeneuve les Corbières |
| Issel | Pexiora | Villepinte |
| La Cassaigne | Peyrens | Villesèquelande |
| | | Villesisclè |
| | | Villespy |

Bassin versant de l'Hers Vif y compris Vixiège

| | | |
|------------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Belcaire | Gaja la Selve | Plaigne |
| Belpech | Generville | Plavilla |
| Belvis | Gueytes et Labastide | Pomy |
| Bourigeolè | Hounoux | Puivert |
| Cahuzac | La Bezole | Ribouisse |
| La Cassaigne | La Louvière | Rivel |
| Camurac | Lafage | Saint Amans |
| Caudeval | Laurac | Saint Benoit |
| Cazalrenoux | Lignairolles | Sainte Camelle |
| Chalabre | Mayreville | Saint Gaudéric |
| Comus | Mézerville | Saint Julien de Briola |
| Corbières | Molandier | Saint Sermin |
| Coudons | Monthaut | Sainte Colombe sur l'Hers |
| Courtauly | Montjardin | Saint Sermin |
| La Courtète | Nébias | Seignalens |
| Escueillens et Saint Just de | Orsans | Sonnac sur l'Hers |
| Belengard | Pécharic et le Py | Trézières |
| Espezel | Pech Luna | Villautou |
| Fanjeaux | Peyrefitte du Razès | Villefort |
| Fenouillet du Razès | Peyrefitte sur l'Hers | |
| Fontès du Razès | | |

Communes desservies par la nappe Astienne

Fleury d'Aude

Communes desservies par le système Orb

| | | |
|---------------|----------------|-------------------------|
| Argeliers | Gruissan | Port la Nouvelle |
| Bages | La Palme | Roquefort des Corbières |
| Bize | Leucate | Saint Nazaire |
| Caves | Mirepeisset | Sallèles d'Aude |
| Coursan | Narbonne | Saint Marcel |
| Cuxac d'Aude | Ouveillan | Sigean |
| Fitou | Peyriac de Mer | Treilles |
| Fleury d'Aude | | |
| Ginestas | | |

Secteur Orbiel et affluents de l'Aude

| | | |
|---|--|---|
| Aragon Bagnoles Bouilhonnac Brousses et Villaret Cabrespine Carcassonne Castans Caudebronde Conques-sur-Orbiel Cuxac Cabardès Fontiers Cabardès Fournes Cabardès Fraise Cabardès La Tourette Labastide Esparbairénque | Lastours Laure Minervois Les Ilhes Les Martyrs Limousis Malves en Minervois Mas Cabardès Miraval Cabardès Montoliou Pennautier Pradelles Cabardès Roquefère Rustiques Sallèles Cabardès | Salsigne Trassanel Trèbes Villalier Villanière Villardonnell Villarzel Cabardès Villedubert Villegailhenc Villegly Villemoustaussou Villeneuve Minervois |
|---|--|---|

Secteur Orbiel et affluents de l'Aude

| | | |
|---|---|--|
| Albas Albières Arquettes en Val Auriac Barbaira Berriac Bizanet Bouisse Boutenac Camplong d'Aude Canet Capedu Carcassonne Castelnaud d'Aude Caunettes en Val Clermont sur Lauquet Comigne Conilhac Corbières Coustouge Cruscades Davejean Douzens Escalaes Fabrezan Félines Termenès Ferrals les Corbières | Floure Fontcouverte Fontiers d'Aude Fontjoncouse Fourtou Jonquières Labastide en Val Lagrasse Lairière Lanet Laroque de Fa Lézignan Corbières Luc-sur-Orbiel Marcorignan Massac Mayronnes Montbrun des Corbières Montirat Montjoi Montlaur Montségret Monze Moussan Mouthoumet Moux Narbonne Névian | Ornaisons Palairac Palaja Pradelles en Val Raissac d'Aude Ribaute Rieux en Val Roquecourbe Saint André de Roquelongue Saint Couat d'Aude Saint-Laurent de la Cabrerisse Saint Martin des Puits Saint Pierre des Champs Salza Serviès en Val Talairan Taurize Termes Thézan des Corbières Tournissan Tourouzelle Trèbes Vignevieille Villar en Val Villedaigne Villeroze Termenès Villevitrouls |
|---|---|--|

Secteur du Sor

Les Brunels
Labecède Lauragais
La Pomarède
Saissac
Villemagne

Secteur du Thoré

Castans
Labastide Esparbairègue
Pradelles Cabardès

Axe Aude Amont

| | | |
|----------------------|-------------------|---------------------------|
| Alet les Bains | Couffoulens | Pieusse |
| Artigues | Couiza | Pomas |
| Aunat | Cournanel | Preignan |
| Axat | Escoulobre | Quillan |
| Belvianes et Cavirac | Espéraza | Quirbajou |
| Bessède de Sault | Fontanès de Sault | Roquefort de Sault |
| Campagne sur Aude | Le Clat | Rouffiac d'Aude |
| Carcassonne | Limoux | Saint Martin Lys |
| Cavanac | Luc sur Aude | Sainte Colombe sur Guette |
| Cépie | Montazels | |

Axe Aude Médiane et Aval

| | | |
|------------------|----------------|-----------------------|
| Argens Minervois | Fleury | Raissac d'Aude |
| Azille | Floure | Roquecourbe Minervois |
| Barbaira | Fontiès d'Aude | Roubia |
| Berriac | Homps | Saint Couat d'Aude |
| Blomac | La Redorte | Saint Marcel sur Aude |
| Canet | Lézignan | Saint Nazaire d'Aude |
| Capendu | Marcorignan | Sallèles d'Aude |
| Carcassonne | Marseillette | Salles d'Aude |
| Castelnau d'Aude | Moussan | Tourouzelle |
| Coursan | Narbonne | Trèbes |
| Cuxac d'Aude | Paraza | Ventenac en Minervois |
| Douzens | Puichéric | Villedubert |

Secteur Agly et affluents de l'Aude

| Secteur : Agly et Boulzane | Secteur : Verdoble |
|---|---|
| Bugarach Camps-sur-l'Agly Cubières-sur-Cinoble Gincla Montfort-sur-Boulzane Puilaurens Salvezines | Cubières-sur-Cinoble Cucugnan Davejean Demacueillette Duilhac-sous-Peyrepertuse Maisons Massac Montgaillard Padern Palairac Paziols Quintillan Rouffiac-des-Corbières Soulatgé Tuchan |

ANNEXE 3 :

liste des communes situées dans un secteur en alerte

| Communes desservies par la nappe Plioquaternaire | | |
|---|-----------------------|-----------------------------|
| Leucate | | |
| Secteur Aude amont | | |
| Ajac | Espéraza | Pauligne |
| Alaigne | Espezel | Peyrolles |
| Alairac | Fa | Pieusse |
| Albières | Fajac en Val | Pomas |
| Alet-les-Bains | Fenouillet du Razès | Pomy |
| Antugnac | Ferran | Preixan |
| Arques | Festes et Saint André | Puilaurens |
| Artigues | Fontanès de Sault | Puivert |
| Aunat | Fourtou | Quillan |
| Axat | Gaja et Villedieu | Quirbajou |
| Belcaire | Galinagues | Rennes le Château |
| Belcastel et Buc | Gardie | Renne les Bains |
| Belfort-sur-Rebenty | Ginoles | Rivel |
| Bellegarde du Razès | Gramazie | Rodome |
| Belvèze du Razès | Granès | Roquefeuil |
| Belvianes et Cavirac | Greffeil | Roquefort de Sault |
| Belvis | Hounoux | Roquetaillade |
| Bessède de Sault | Joucou | Rouffiac d'Aude |
| Bouisse | La Bezole | Roullens |
| Bouriège | La Courtète | Routier |
| Bourigeole | La Digne d'Amont | Rouvenac |
| Brenac | La Digne d'Aval | Saint Couat du Razès |
| Brézilhac | La Fajolle | Saint Ferriol |
| Brugairolles | La Serpent | Saint Hilaire |
| Bugarach | Ladern sur Lauquet | Saint Jean de Paracol |
| Cailhau | Lauraguel | Saint Julia de Bec |
| Cailla | Lavalette | Saint Just et le Bézu |
| Cambieure | Le Bousquet | Saint Louis et Parahou |
| Campagna de Sault | Le Clat | Saint Martin de Villeregran |
| Campagne sur Aude | Leuc | Saint Martin Lys |
| Camurac | Lignairolles | Saint Polycarpe |
| Carcassonne | Limoux | Sainte Colombe sur Guette |
| Cassaignes | Loupia | Salvezines |
| Castelreng | Luc sur Aude | Serres |
| Caunette sur Lauquet | Magrie | Sougraigne |
| Cavanac | Maras | Terroles |
| Cazilhac | Malviès | Tourelles |
| Cépie | Marsa | Valmigère |
| Clermont sur Lauquet | Mas des Cours | Véraza |
| Comus | Mazerolles du Razès | Verzeille |
| Conilhac de la Montagne | Mazuby | Villar Saint Anselme |
| Coudons | Mérial | Villardebelle |
| Couffoulens | Missègre | Villartzel-du-Razès |
| Couiza | Montazels | Villebazy |

| | | |
|---|---|------------------------------------|
| Counozouls Cournanel Coustaussa Donzac Escouloubre Escueillens et Saint Just | Montclar Montgradail Monthaut Nébias Niort de Sault Palaja | Villefloure Villemongieu d'Aude |
|---|---|------------------------------------|

ANNEXE 4 :

liste des communes situées dans un secteur en Alerte Renforcée

| Secteur de l'Hers Mort | | |
|--|---|---|
| Baraigne Belflou Cumiès Fajac la Relenque Fonters du Razès Gourvieille La Louvière Lauragais Laurac Les Cassès | Marquein Mas Saintes Puelles Mayreville Mézerville Molandier Molleville Montauriol Montferrand Montmaur | Payra-sur-l'Hers Peyrefitte sur l'Hers Saint-Amans Saint Michel de Lanes Saint Paulet Sainte Camelle Salles-sur-L'Hers Villeneuve la Comptal |

ANNEXE 5 :

Calendrier des restrictions correspondant au niveau d'alerte selon les secteurs

Calendrier de restrictions correspondant au niveau d'alerte selon les secteurs

| Du À 8 h 00 | Au À 8 h 00 | Etat de l'irrigation | |
|-------------|-------------------|----------------------|-----------|
| | | Secteur 1 | Secteur 2 |
| 08/06/22 | 09/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 09/06/22 | 10/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 10/06/22 | 11/06/22 | Autorisé | Interdit |
| 11/06/22 | 12/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 12/06/22 | 13/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 13/06/22 | 14/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 14/06/22 | 15/06/22 | Autorisé | Interdit |
| 15/06/22 | 16/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 16/06/22 | 17/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 17/06/22 | 18/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 18/06/22 | 19/06/22 | Autorisé | Interdit |
| 19/06/22 | 20/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 20/06/22 | 21/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 21/06/22 | 22/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 22/06/22 | 23/06/22 | Autorisé | Interdit |
| 23/06/22 | 24/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 24/06/22 | 25/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 25/06/22 | 26/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 26/06/22 | 27/06/22 | Autorisé | Interdit |
| 27/06/22 | 28/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 28/06/22 | 29/06/22 | Interdit | Autorisé |
| 29/06/22 | 30/06/22 | Autorisé | Autorisé |
| 30/06/22 | 01/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 01/07/22 | 02/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 02/07/22 | 03/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 03/07/22 | 04/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 04/07/22 | 05/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 05/07/22 | 06/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 06/07/22 | 07/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 07/07/22 | 08/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 08/07/22 | 09/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 09/07/22 | 10/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 10/07/22 | 11/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 11/07/22 | 12/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 12/07/22 | 13/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 13/07/22 | 14/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 14/07/22 | 15/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 15/07/22 | 16/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 16/07/22 | 17/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 17/07/22 | 18/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 18/07/22 | 19/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 19/07/22 | 20/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 20/07/22 | 21/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 21/07/22 | 22/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 22/07/22 | 23/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 23/07/22 | 24/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 24/07/22 | 25/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 25/07/22 | 26/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 26/07/22 | 27/07/22 | Interdit | Autorisé |
| 27/07/22 | 28/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 28/07/22 | 29/07/22 | Autorisé | Interdit |
| 29/07/22 | 30/07/22 | Autorisé | Autorisé |
| 30/07/22 | 31/07/22 (minuit) | Interdit | Autorisé |

ANNEXE 6

Règlement d'arrosage sur les prélèvements en cours d'eau et mesures de restriction associées

a) Périmètre du règlement d'arrosage

Les règlements d'arrosage pourront être proposés à l'initiative des préleveurs individuels ou collectifs ou du représentant de ces derniers, sur la base des périmètres suivants :

- Préleveur individuel : périmètre desservi par la prise d'eau,
- Préleveur collectif : périmètre de l'ASA ou du réseau d'irrigation collectif,
- Représentant des préleveurs : tout ou partie d'un cours d'eau.

Les règlements d'arrosage devront être cohérents sur le même secteur hydrographique.

b) Cadre des règlements d'arrosage

Ce règlement d'arrosage devra être élaboré sur le schéma général suivant :

- Définition du volume ou du débit de prélèvement ou de la hauteur d'eau de référence permettant d'appliquer la réduction.
 - ✓ Prélèvements gravitaires : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit d'irrigation, à l'exclusion du débit nécessaire au maintien en eau du canal. Les préleveurs doivent fournir à la DDTM les hauteurs de référence H_0 correspondant aux débits de prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans, H_M correspondant au débit nécessaire au maintien en eau du canal.
 - ✓ Prélèvements par pompage : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit ou le volume d'irrigation. Les préleveurs doivent fournir à la DDTM les débits de référence Q_0 ou volumes de référence V_0 correspondant aux prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans.
 - ✓ La réduction du prélèvement s'applique sur la base des valeurs de référence (H_0 , Q_0 , V_0).
- Définition du volume, du débit ou de la hauteur d'eau correspondant au prélèvement soumis à restriction (H_r , Q_r , V_r).
- Protocole envisagé permettant la réduction volumétrique des prélèvements,
- Moyens mis à disposition des agents des services de l'État pour effectuer un contrôle effectif des mesures prises (accès aux installations, aux données de prélèvement ...).

La validation du règlement d'arrosage par la DDTM reposera sur le respect des points précédents.

c) Contrôle des installations de prélèvements ayant un règlement d'arrosage

Le règlement d'arrosage validé ainsi que les autorisations de pompage devront pouvoir être présentés aux agents chargés de contrôle.

Un compteur volumétrique (prélèvements par pompage) ou un dispositif d'évaluation des volumes prélevés (canaux gravitaires) devra être mis en place.

Pour les prélèvements par canaux gravitaires, les contrôles seront réalisés à partir du dispositif d'évaluation des volumes prélevés, situé au point de prélèvement.

Pour les prélèvements par pompage, les contrôles seront réalisés par tout moyen utile (marche/arrêt des pompes, temps de fonctionnement, registre,...) précisé par le préleveur dans son règlement d'arrosage.

d) Objectifs à atteindre

Dans le cadre de ces règlements d'arrosage, la réduction volumétrique de prélèvement devra être de :

- . 25% en situation d'alerte,
- . 50% en situation d'alerte renforcée.